

La crise va compliquer les investissements et les emprunts des Français

PARIS (AFP) - Entreprises et ménages vont subir directement le contrecoup de la crise financière qui va rendre plus difficiles investissements et emprunts et donc brider l'activité, faisant craindre une remontée du chômage.



Des femmes retirent de l'argent à un distributeur de la Société Générale à Paris en janvier 2008 (© AFP/Archives - Jacques Demarthon)

"On va assister à la combinaison du ralentissement économique mondial et du durcissement des conditions de crédit", souligne Eric Heyer, économiste à l'OFCE (Observatoire français des conjonctures économiques).

L'aggravation de la crise financière, depuis la quasi-faillite lundi de la banque d'affaires américaine Lehman Brothers, devrait en effet se transmettre au reste de l'économie par le canal des banques qui, fragilisées, seront moins enclines à prêter.

Conséquence: les difficultés que rencontrent déjà les ménages désireux d'acheter un logement ou une voiture devraient s'accroître.

Et, "phénomène nouveau", la crise devrait toucher de plein fouet les entreprises qui vont "se désendetter en arrêtant d'investir", prédit M. Heyer.

"L'investissement productif va reculer", renchérit Jean-Christophe Caffet, chez Natixis: "les fonds propres des entreprises sont trop faibles et elles ne peuvent plus compter sur les marchés ou les banques pour se financer".

L'impact de la crise sera peut-être limité pour les plus grosses, capables de résister grâce à de plus fortes capacités d'auto-financement.

"On est beaucoup plus inquiets pour le segment des entreprises petites à moyennes-petites", a dit mercredi sur BFM Pierre Nanterme, le président de la commission économique du Medef. "Les chiffres montrent que leurs marges et leurs capacités d'auto-financement ont baissé. Celles-ci sont très

vulnérables", a-t-il insisté.

Selon une étude du Comité Richelieu publiée mercredi, 40% des PME innovantes subissent déjà les effets de la crise.

"Le resserrement des crédits est sensible. Les banques ne sont déjà pas généreuses avec des start-up comme la nôtre. Là, cela devient +niet+ à tout, et sans discussion possible", raconte Armand de Vasselot, directeur général d'Optimprocess, éditeur de logiciels.

En pesant sur une croissance française déjà atone, le recul des investissements devrait aussi favoriser une remontée du chômage.

S'il se poursuit, le ralentissement économique aura "des effets sur l'emploi et le chômage", actuellement à 7,2% de la population active, a reconnu mardi la ministre de l'Économie, Christine Lagarde, précisant qu'ils n'étaient pour le moment "ni avérés, ni chiffrables".

Nicolas Bouzou, du cabinet Asterès, table, lui, sur un rythme de destruction d'emplois de 20.000 par trimestre à partir du 3e trimestre.

Certains secteurs pourraient être très touchés, comme les services financiers, immobiliers ou la construction, qui représente à elle seule 8% des emplois.

Dans ce contexte, les Français auront du mal à négocier des hausses de salaires. Pour Nicolas Bouzou, ceux-ci devraient continuer de progresser au rythme annuel, "pas très élevé, de 3%".

Seule lueur d'espoir: la baisse des prix, observée actuellement grâce au reflux des prix du pétrole, va "théoriquement redonner un peu de pouvoir d'achat aux Français d'ici la fin de l'année", selon M. Caffet.

Mais "dans le contexte actuel d'incertitude économique, ils pourraient être tentés d'épargner", au détriment de la consommation, prévient-il.

"En 2009, l'inflation devrait baisser et le chômage remonter", résume Eric Heyer. "Donc, le Français qui reste salarié verra peut-être sa situation s'améliorer un peu; mais pour celui qui n'a pas d'emploi ou qui perd le sien, elle va à l'inverse se détériorer", estime-t-il.